

Acte V : Pourquoi les Gilets jaunes survivront certainement un bon moment à l'essoufflement de leurs samedis



Le mouvement des Gilets jaunes risque de se calmer à la période de Noël et du Nouvel an. Mais il n'est pas près de disparaître : il a prouvé que le fameux « vivre ensemble » existe bel et bien, mêlant des Français venus de milieux sociaux différents, qui ne se parlaient pas jusqu'ici et se trouvent maintenant des points communs.

Avec Christophe
Boutin

Atlantico : La manifestation du 15 décembre, le fameux « acte V » de la mobilisation des “Gilets jaunes” a été beaucoup moins suivie que les autres. Peut-on penser que leurs revendications ont été finalement satisfaites, et que seule une minorité de jusqu’au-boutistes continue sa lutte ? Quels sont les éléments qui ont pu jouer ?

Christophe Boutin : Il y avait effectivement moitié moins de manifestants dans toute la France ce samedi 15 décembre que samedi dernier (66.000 contre 126.000), moins du tiers à Paris (3.000 contre 10.000), mais 4.500 à Bordeaux, 2.000 à Marseille ou 1.200 à Nantes. Moins de violences aussi - on comptait à 14 h 150 interpellations débouchant sur 101 gardes à vue à Paris -, avec des situations presque plus tendues dans certaines villes de province – Saint Étienne ou Besançon. Un dispositif de sécurité important avait d'ailleurs été une nouvelle fois déployé (69.000 membres des forces de l'ordre opérationnels en France, contre 89.000 samedi dernier), avec des renforts spécifiques dans les villes de province où des violences avaient été commises et dont les maires s'étaient plaints de la priorité donnée à la capitale.

Mais une fois que l'on a donné ces chiffres, il est par contre bien difficile de savoir quels sont les éléments qui ont joué dans cette baisse de la mobilisation, tant cette semaine a été riche en éléments qui, tous, ont sans doute eu leur part.

Les premiers concernent le fonctionnement même et les choix des Gilets jaunes. Difficultés tactiques d'abord : cela fait maintenant cinq semaines qu'ils sont présents, non seulement lors de ces moments forts que sont les manifestations des samedi, mais aussi par des actions ponctuelles dans toute la France en semaine, et il n'est pas illogique de penser qu'une certaine lassitude commence à se manifester. À cela s'ajoute que, pour ces Français dont les finances sont bien limitées, les déplacements à Paris deviennent difficiles à mettre en oeuvre, et ce d'autant plus que, les fêtes approchant, ils ont d'autres priorités.

Les difficultés stratégiques peuvent elles aussi les déstabiliser. Le manque de leaders clairement identifiés comme tels et reconnus par tous au sein du mouvement conduit à un fractionnement des initiatives et à des luttes intestines qui ont peut-être leur part dans

cette lassitude. L'entrisme de la gauche – extrême-gauche militante et syndicats –, qui tente de noyauter et de récupérer le mouvement en changeant les mots d'ordre écarte aussi de certains groupes des militants qui étaient plus droite ou apolitiques. Et difficulté stratégique encore, il devient délicat d'assumer des blocages qui portent atteinte parfois à un petit commerce local dont les préoccupations sont bien proches les leurs -on a vu cette semaine des commerçants aller parlementer avec des groupes pour leur demander de relâcher la pression.

On en vient ensuite aux conséquences sur les mobilisations des choix politiques, la carotte présidentielle et le bâton gouvernemental. Pour la première on ne reviendra pas sur le contenu du discours présidentiel et ses trois volets, augmentation du Smic, primes et défiscalisation des heures supplémentaires, dont seule la dernière a véritablement séduit. On évoquera aussi pour mémoire l'annonce d'un débat national dont le contenu a déjà été revu à la baisse et auquel absolument personne ne croit, pas plus les malheureux fonctionnaires et élus qui vont être chargés de l'organiser que ceux qui comptent bien ne pas y participer. Malgré les larmoyants appels à la réconciliation dans un nouveau « contrat de société », malgré le chœur unanime des médias chantant le « tournant social » du Président et les « milliards » qui allaient ruisseler dans l'escarcelle des Gilets jaunes, ces derniers semblent rester sceptiques, et il n'est pas dit que beaucoup aient pour cela cessé leurs actions.

Reste le bâton gouvernemental, dont on peut dire qu'il a été utilisé sans ménagement sur les manifestants, à l'extrême limite de l'État de droit - au point que le gouvernement travaille actuellement à l'élaboration de nouvelles règles pour pouvoir mieux contrôler les manifestations : arrestations « préventives » annoncées par le Garde des Sceaux, Nicole Belloubet, et démenties par elle-même le lendemain, filtrage à un niveau jamais vu des accès à Paris, notamment aux péages, puis identique pression dans Paris, interpellations pour les motifs les plus saugrenus, confiscations d'objets de protection (masque ou sérum physiologique), moyens mis en oeuvre à un niveau jamais ou rarement atteint (VBRG dans Paris, brigades à moto, à cheval, hélicoptères, surconsommation de grenades, nombreux tirs de flashball...), autant d'éléments utilisés de manière systématique contre les Gilets jaunes, et bien moins fréquemment contre des casseurs et des pillards pourtant assez facile à repérer, et qui ont été responsables de la plus grande partie des dégâts. Il est certain qu'un tel dispositif a eu un effet nettement dissuasif sur une partie des militants...

Ajoutons un élément de contexte particulier – mais particulier, l'est-il bien encore dans la France de 2018 ? – celui de l'épisode terroriste de Strasbourg, de l'attentat du 11 au soir – on utilisera ce terme « d'attentat » malgré les réserves formulées à ce sujet le lendemain par le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur Laurent Nunez – jusqu'à la mort de Chérif Chekatt le 13 après 48 heures de cavale. Comme toujours dans ces cas, le gouvernement a appelé à l'union nationale contre « la haine » et « l'extrémisme », reprenant en sus ce que Christophe Castaner avait dit dès le début des manifestations, à savoir qu'elles perturbaient l'indispensable lutte contre le terrorisme. Il n'est pas impossible de penser que certains Gilets jaunes se sont ralliés à cette approche, mais on sait aussi que certains d'entre eux ont fait une tout autre lecture de ces événements...

Terminons la liste des influences possibles avec les objurgations des politiques (hors alliance gouvernementale LREM-MoDem) et des syndicats à cesser le mouvement. Outre qu'elles n'étaient pas unanimes, certains (LFI ou la CGT) souhaitant la poursuite de manifestations qu'elles ont d'autant plus de facilité à manipuler qu'il y a moins de Gilets jaunes d'origine, quand d'autres (LR, PS) ne le souhaitaient pas et que d'autres encore ne disaient rien (RN), on aura garde de ne pas oublier le discrédit total dans lequel les Gilets jaunes tiennent ces institutionnels qu'ils ont bien souvent écarté de leurs manifestations.

Alors, quel a été le rôle de tel ou tel élément dans cette baisse de fréquentation des manifestations du 15 ? On comprend qu'il est bien difficile de le dire, et encore n'a-t-on pas cité l'évolution des conditions météo, rendant bien inconfortables les barrages statiques. Comme dans toute bataille, les Gilets jaunes diront qu'ils se replient sur des positions préparées à l'avance pour mieux contrattaquer, le gouvernement et ses appuis que l'ennemi est en déroute... et ce n'est dans doute pas avant un mois que l'on pourra tirer rétrospectivement des leçons, en voyant ce jour-là où en est le mouvement.

Justement, que peut-il se passer ? Comment pourrait évoluer ce conflit ?

Rien sans doute dans les quinze jours ou trois semaines qui viennent : de Noël au Jour de l'An, c'est la trêve des confiseurs, et l'on imagine mal des manifestations importantes les 22 ou 29 décembre, ni même le 5 janvier. C'est d'ailleurs ce sur quoi compte bien le gouvernement, qui espère que ces trois semaines vont faire retomber la pression et que l'on entamera en souplesse dans la foulée un débat national que les médias seront chargés de relayer. Partis politiques et syndicats redeviendront alors les seuls interlocuteurs légitimes, trop heureux de se débarrasser d'un mouvement qu'ils n'auront ni vu venir ni compris, et qui leur semblait devenir un bien dangereux concurrent.

Mais penser cela serait sans doute aller bien vite en besogne. Les grands auteurs politiques libéraux, Alexis de Tocqueville ou Benjamin Constant par exemple, qui s'inquiétaient de la dérive totalitaire du pouvoir – y compris du pouvoir dans une démocratie – notaient tous combien était essentielle pour permettre cette dictature l'atomisation de la société en individus privés de tout cercle d'appartenance, familles, corporations, collectivités locales, associations, politique ou non. Et, de fait, ce à quoi nous sommes arrivés est bien ce rapport entre un pouvoir « immense et tutélaire » et une multitude informe. On objectera sans doute que n'ont disparu ni famille, ni collectivités, ni associations, ni syndicats, et que subsistent donc ces « corps intermédiaires » dont l'existence est indispensable pour la protection des libertés individuelles, mais il faut ici dépasser le mot pour se poser la question de la réalité de la chose. Or la famille, explosée, n'a plus aucun rapport avec celle qu'envisageait Tocqueville, quand associations, partis politiques et syndicats sont devenus des entreprises dont le seul but est de permettre à leurs membres de vivre des subsides de l'État.

C'est pourquoi l'on aurait tort dans ce contexte de sous-estimer les liens nouveaux et forts qui se sont créés lors des rassemblements et manifestations des Gilets jaunes. Ce fameux « vivre ensemble » dont on nous rebat les oreilles existait bel et bien, mêlant des Français venus de milieux sociaux différents et ayant fait des choix politiques différents. Des gens qui ne se parlaient pas jusqu'ici, qui ne faisaient que se croiser, qui se croyaient isolés et différents, et qui se trouvaient maintenant des points communs et faisaient l'apprentissage de la *philia* aristotélicienne, de cette amitié sans laquelle il n'est pas de Cité qui dure.

On notera d'ailleurs sur ce point que nombre de réactions du gouvernement ou de ses relais ont eu un effet contre-productif : c'est ainsi que les tentatives initiales de stigmatisation et le mépris des « sachants » ont soudé les groupes des ronds-points. Et il n'est pas dit que la confrontation directe - et inattendue pour beaucoup d'entre eux - à la violence de la répression, si elle a pu effectivement dissuader les familles de venir manifester, n'a pas fait comprendre à d'autres que les casseurs d'extrême-gauche avaient de l'avance en matière de combat urbain.

Ce groupe ainsi formé au hasard des initiatives locales ou nationales va-t-il survivre et, se structurant, exister en tant que force politique autonome ? Ou ses membres se répartiront-ils entre les diverses offres des partis existants, quand ils ne se réfugieront pas dans l'abstention, et ne restera-t-il entre eux que cette vague solidarité que l'on ressuscite de temps à autre autour d'un verre ?

Pour qu'il disparaisse vraiment, une solution serait que ses attentes aient été réalisées. Or elles sont au nombre de trois : une dimension sociale, à peine effleurée par les propositions présidentielles ; une dimension politique, avec ce référendum d'initiative populaire et non plus partagée, qui ne semble pas être à l'heure des réformes institutionnelles ; et une dimension identitaire - liée au consentement à l'impôt -, sur laquelle pèse un silence assourdissant. Il est donc permis de penser que ce mouvement, sous cette forme ou sous une autre, est comme une marée : ce n'est pas parce qu'une vague se retire que la suivante ne submergera pas le beau château de sable.

Si la satisfaction des revendications ne pourra donc pas causer la disparition du mouvement, reste la lassitude mais trois éléments pourraient empêcher cette torpeur, qui vont fragiliser le pouvoir. D'abord ce « débat national » qui écartera les vrais problèmes et ne donnera pas de pouvoir de décision au peuple souverain, apparaissant comme une médiocre manoeuvre politicienne. Ensuite la mise en œuvre du prélèvement automatique de l'impôt à la source, mesure inepte – que ne s'est-on limité à généraliser la mensualisation ? – qui, même si elle fonctionne bien, créera de toute manière une détestable image de perte de revenu. Enfin la proximité d'élections européennes auxquelles le Chef de l'État entend toujours incarner la fuite en avant dans le renforcement du fédéralisme, au détriment de cette souveraineté dont les Gilets jaunes réclament la défense.

Mais c'est peut-être là que serait l'ultime ruse du Diable. Car il n'est pas dit qu'en permettant en sous-main au mouvement de se structurer et de former une liste aux élections européennes, la coalition LREM-Modem, rassemblant la majorité des européistes, n'en tire l'avantage de fragmenter un peu plus le camp souverainiste. Reste que ce serait un jeu bien risqué dans la perspective de 2020 et de ses élections locales.